



PRÉFET DE LA MAYENNE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
de Pays de la Loire

Nantes, le 16 juin 2020

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Établissement APROCHIM à Grez en Bouère– réexamen IED

REF : Transmission du 30 septembre 2019

Par transmission visée en référence, la société APROCHIM a transmis son dossier de réexamen et son rapport de base pour l'installation de traitement de transformateurs au PCB qu'elle exploite sur la commune de Grez en Bouère.

Le présent rapport a pour objet de proposer les suites qu'il convient de réserver à cette étude.

1 RAPPEL DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

La société APROCHIM est autorisée par arrêté préfectoral du 3 juin 2006 modifié à exploiter des activités qui relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510 et 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. A ce titre, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED ».

2 CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Conformément aux dispositions des articles R.515-70 à 73 du code de l'environnement, la société APROCHIM a transmis un dossier de réexamen dans l'année qui a suivi la publication de la décision d'exécution n° 2018/1147 du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associées à ces meilleures techniques disponibles.

3 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

3.1 Description de l'établissement

La société Aprochim exploite un centre de tri, transit, regroupement et traitement de déchets industriels dangereux contaminés aux Polychlorobiphényles ou PCB.

Les différentes activités exercées sur le site sont les suivantes :

- Décontamination des composants, matériaux métalliques et matériaux cellulosiques issus d'appareils électriques, contenant des polychlorobiphényles/polychloroterphényles (PCB/PCT),
- Transit de matériaux (bétons, terres, gravats, etc...) souillés par des PCB/PCT,
- Décontamination des huiles minérales claires contenant des PCB/PCT à des teneurs inférieures à 10 000 ppm,
- Stockage et regroupement de diélectriques ayant une teneur en PCB/PCT supérieure à 10 000 ppm et d'huile minérale polluée par des PCB/PCT à des teneurs supérieures à 10 000 ppm
- Stockage et pompage de cellules contenant un gaz liquéfié (hexafluorure de soufre - SF₆),

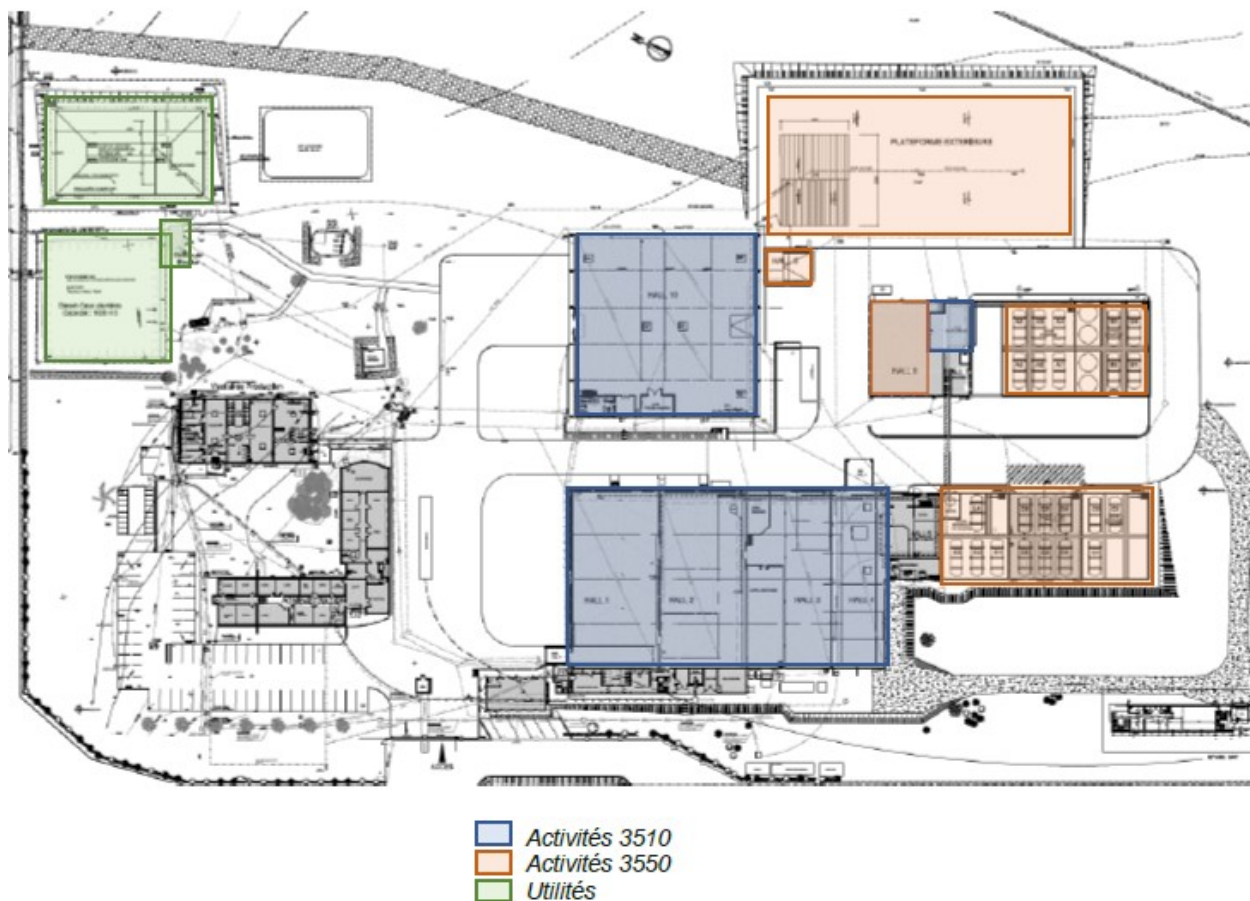
- transit d'huiles et de matériels non souillés.

Les déchets susceptibles d'être réceptionnés sur le site sont les suivants :

- Diélectriques ayant une forte teneur en PCB/PCT ;
- Masses métalliques (transformateurs notamment) contaminés aux PCB/PCT ;
- Terres ou gravats souillés ;
- Autres déchets industriels dangereux dont des cellules contenant de l'hexafluorure de soufre (SF6) sous forme de gaz liquéfié.

3.2 Périmètre IED

Le périmètre IED concerne la quasi intégralité des installations du site hormis les surfaces de bureaux, les vestiaires du personnel administratif et les surfaces engazonnées.



Les installations IED du site sont reprises dans l'extrait de tableau de situation administrative suivant :

Rubriques	Intitulé de la rubrique	Capacité de l'installation	Régime
3510	Elimination ou valorisation des déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour , supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Traitement physico-chimique ; - Reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 ; - Mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520. 	Activité de décontamination et de recyclage de matériels et matériaux souillés aux PCB : 30 000 t/an (quantité de déchets pris en charge sur le site) La capacité de traitement est inférieure à 100 t/j.	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 , dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Inférieure à 2 500 t	A

La rubrique principale visant l'établissement est la rubrique 3510, concernant les activités de tri, transit, regroupement et traitement de déchets industriels dangereux contaminés aux PCB/PCT.

L'établissement est ainsi visé par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel WT relatif au traitement des déchets.

ainsi que les conclusions sur MTD ou documents de référence pertinents suivants :

BREFs	Intitulé du BREF	Applicabilité	Justification de l'applicabilité au site	Comparaison du site aux MTD
WT	Traitement des déchets	Le champ d'application de ce BREF vise les activités visées ci-après à l'annexe I de la directive 2019/75/UE : <ul style="list-style-type: none"> - 5.1 : élimination ou valorisation de déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 t/j ; - 5.3.a) : élimination des déchets non dangereux avec une capacité de plus de 50 t/j ; - 5.3.b) : valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux avec une capacité de plus de 75 t/j ; - 5.5 : stockage temporaire de déchets dangereux ; - 6.1 : traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes. 	BREF applicable Le site est classé sous les rubriques 3510 et 3550 de la nomenclature des installations classées. Ces rubriques sont respectivement visées par les points 5.1 et 5.5 de l'annexe I de la directive 2010/75/UE.	Oui Comparaison aux MTD reprises dans les conclusions sur les MTD du BREF WT
EFS	Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac	Le champ d'application de ce BREF transversal vise le stockage et le transport/la manipulation des liquides, gaz liquéfiés et matières solides, indépendamment du secteur concerné ou de la branche industrielle considérée.	BREF applicable Le site comporte des réservoirs de stockage de liquides et des stockages de déchets solides.	Oui Toutefois, ce BREF n'est pas associé à des conclusions sur les MTD. Certaines MTD ne sont donc pas actées à la date de rédaction du dossier de réexamen.
ICS	Système de refroidissement industriel	Le BREF relatif aux systèmes de refroidissement industriels a été approuvé en décembre 2001. Ce BREF transversal est applicable aux sites disposant d'un système de refroidissement industriel. Les systèmes visés sont ceux destinés à extraire de la chaleur d'un fluide en utilisant un échangeur de chaleur à eau et/ou à air pour abaisser la température à celle de la température ambiante.	BREF applicable Le site comporte un système de refroidissement industriel auprès de son installation de traitement sous-vide des masses métalliques.	Oui Une comparaison aux MTD du BREF ICS sera proposée.
ENE	Efficacité énergétique	Ce BREF transversal couvre les questions relatives à l'efficacité énergétique en application de la directive IPPC (aujourd'hui devenue la directive IED).	BREF applicable Le site dispose de système énergétique.	Oui Le BREF WT, associé à la rubrique IED principale, comporte également des MTD relatives à l'efficacité énergétique.
ROM	Surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles	Ce BREF est relatif à la surveillance industrielle selon 3 types : surveillance des émissions, surveillance du procédé et surveillance de l'impact. Il vise principalement à donner des informations aux rédacteurs des autorisations PRIP et aux exploitants d'installations soumises à autorisation PRIP - Integrated Pollution Prevention and Control.	BREF non applicable Le site n'est pas soumis à autorisation PRIP.	
ECM	Aspects économiques et effets multi-milieux	Le BREF « aspects économiques et effets multi-milieux » a été approuvé le 04 octobre 2007. Le but de ce document est d'aider les groupes de travail en charge de la rédaction des BREF à prendre en compte et gérer les conflits entre plusieurs effets environnementaux contradictoires et les aspects économiques lors du choix des MTD ou lors de la comparaison de différentes options de réduction de la pollution pour un site individuel au niveau local. Ainsi, il ne présente pas de Meilleures Techniques Disponibles. Il consiste en un document d'aide à la décision.	BREF non applicable Ce BREF ne comporte pas de meilleures techniques disponibles, mais vise plus une aide à la décision.	Non Il s'agit de documents techniques et méthodologiques ne comportant pas de MTD.

4 ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN IED

4.1 Complétude

Le dossier transmis par la société APROCHIM est complet. Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier contient :

- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles, et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles le cas échéant, sur les thématiques suivantes :
 - Système de management environnemental ;
 - Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux
 - Prévention de la pollution atmosphérique ;
 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques ;
 - Prévention et gestion des déchets ;
 - Réduction des nuisances sonores ;
 - Gestion de l'efficacité énergétique.
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

Conformément à l'article R 515-30 du code de l'environnement, un rapport de base est également joint au dossier.

La société APROCHIM n'a pas demandé à déroger aux niveaux d'émission associées aux meilleures techniques disponibles.

4.2 Régularité

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation. L'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place sur les équipements exploités par APROCHIM. Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF et à l'article R. 515-72 du code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen.

4.3 MTD relatives au management environnemental applicables aux installations de traitement de déchets

Parmi les MTD, certaines visent des activités de traitement de déchets spécifiques, qui ne sont pas en place sur le site. Aprochim a donc considéré ne pas être concernée par les MTD suivantes :

- MTD 9 (régénération de solvants)
- MTD 15 & 16 (torchage)
- MTD 22 (remplacement de déchets)
- MTD 29 & 30 (Traitement des DEEE)
- MTD 31 (déchets non dangereux prétraités en amont d'une incinération)
- MTD32 (DEEE contenant du mercure)
- MTD 33 à 39 (activités de traitement biologique des déchets)
- parmi les MTD 40 à 51 du BREF WT concernant les activités de traitement physico-chimique des déchets, seules les MTD 40,41 et 51 sont applicables au site
- MTD 52 et 53 (traitement des déchets liquides aqueux ayant certaines caractéristiques).

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, l'exploitant s'est positionné par rapport aux meilleures techniques disponibles pour l'exploitation de son installation. On peut noter notamment que :

- Le site Aprochim est intégré dans le périmètre de la triple certification du Groupe selon les normes ISO 14001, ISO 9001 et ISO 45001. La démarche QSE du Groupe est en effet portée par une triple certification unique : Qualité - ISO 9001 : 2015 ; Sécurité - OHSAS 18001 : 2007 et Environnement - ISO 14001 : 2015.
- politique Qualité Sécurité Environnement du groupe Chimirec
- organigramme, des fiches de poste et fiches de compétence, des formations associées au rôle de

- chacun
- procédure d'acceptation et de caractérisation des déchets
- L'ensemble des déchets sortants du site en tant que déchets < 50 ppm de PCB fait l'objet d'une analyse conduisant à l'émission d'un rapport d'essai
- séparation des déchets en fonction de leurs caractéristiques suivant zones distinctes au sein de l'usine (rouge, orange, verte)
- bilan annuel des émissions via déclaration GEREPE
- Les déchets en transit et traités sur le site ne sont pas susceptibles de dégager des odeurs.
- Contrôle de mesure de bruit tous les 3 ans – absence de problématique de vibrations

Les points d'amélioration mis en avant par l'exploitant dans son dossier de réexamen sont :

- Le site fait l'objet d'un plan de lutte contre les émissions diffuses de PCB au regard de l'historique des impacts constatées de l'activité du site sur son environnement (mise en place du zonage interne à l'établissement, installation de sas d'accès au bâtiment...).

Analyse de l'inspection des installations classées

Les éléments transmis par l'exploitant répondent aux dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets sur la partie relative au management environnemental.

4.4 Inventaire des flux aqueux

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, l'exploitant a établi un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux.

En matière de rejets d'eau, à noter que le site n'est pas à l'origine d'émissions d'eaux industrielles.

Les seules eaux potentiellement polluées sont des eaux de ruissellement (pouvant se charger suite à dépôts de polluants sur les surfaces imperméabilisées ou toiture). Ces eaux sont traitées sur site avant rejet dans un fossé bordant le site.

Les fréquences de surveillance pour les substances pertinentes identifiées par l'exploitant sont les suivantes :

Point de rejet	Périodicité des mesures	Paramètres contrôlés	
2	Trimestrielle par un laboratoire agréé	<ul style="list-style-type: none"> - 1,2,3-Trichlorobenzène - 1,2,4-Trichlorobenzène - 1,3,5-Trichlorobenzène - Cuivre et ses composés - DBO5 - DCO - Diuron - Fluoranthène - Hydrocarbures totaux 	<ul style="list-style-type: none"> - MES - Monobutylétain cation - Nonylphénols - PCB indicateurs - pH - Tétrachloroéthylène - Tributylphosphate - Trichlorométhane - Zinc et ses composés
	Annuelle	- Cadmium et ses composés	
	Tous les 150 m ³ d'eau traités	<ul style="list-style-type: none"> - PCB indicateurs - MES 	

Paramètre	Valeurs
pH	Entre 6,5 et 7,2 sur les 4 dernières années
DCO	Entre 20 et 45 mg/l
COT	2,5 mg/l en 2019
MES	Max 9, 5 mg/l ces 4 dernières années
HCT	<0,5mg/L
PCB indicateurs	Moyenne 0,41 µg/l pour une valeur imposée par AP de 25 µg/l

En matière de métaux, les rejets sont peu significatifs même si faisant l'objet d'une surveillance régulière. Les données *sont conformes aux valeurs limites imposées au site*.

La fréquence de surveillance des paramètres MEST, DCO est réalisée mensuellement dans un délai de 3 mois pour être conforme à la MTD7 (sachant que le site ne rejette pas tous les mois puisque les rejets d'eaux pluviales dépendent des précipitations). Les campagnes de surveillance RSDE ont montré que le paramètre COT n'était pas pertinent.

4.4.1 Application des meilleures techniques disponibles

L'exploitant indique :

- des capacités de rétention correctement dimensionnées
- l'existence sur son site de bassins de confinement des eaux d'extinction (consistant en deux bassins de rétention, représentant une capacité totale de 1 500 m³) pour un volume d'eau à contenir de 580 m³ selon calculs suivant la D9A
- Les eaux pluviales de ruissellement du site sont traitées par microfiltration et séparation des hydrocarbures.

Le BREF WT prévoit les valeurs NEA MTD suivantes pour les polluants pertinents sur ce site :

Substances / Paramètres	NEA-MTD
Carbone Organique Total COT	10 – 60 mg/l
Demande Chimique en Oxygène DCO	30 – 180 mg/l
Matières en suspension totales MES	5 – 60 mg/l
Indice hydrocarbure	0,5 – 10 mg/l
Indice phénol	0,05 – 0,2 mg/l
Arsenic	0,01 – 0,05 mg/l
Cadmium	0,01 – 0,05 mg/l
Chrome	0,01 – 0,15 mg/l
Cuivre	0,05 – 0,5 mg/l
Plomb	0,05 – 0,1 mg/l
Nickel	0,05 – 0,5 mg/l
Mercure	0,05 – 5 µ/l
Zinc	0,1 – 1 mg/l

Dans son dossier l'exploitant a justifié que l'ensemble des paramètres mesurés sur les dernières années, sur les rejets d'eaux pluviales de voirie du site Aprochim, sont conformes aux NEA-MTD proposées au tableau 6.1 des conclusions sur les MTD (valeurs inférieures a minima aux fourchettes hautes de la NEA MTD).

La société propose dans son dossier de conserver les VLE applicables concernant ses rejets aqueux.

Analyse de l'inspection

Au niveau du traitement des eaux, l'exploitant n'a mentionné dans son dossier de réexamen que la station de traitement par ultrafiltration et n'a pas mentionné le système de lagunage avec roseaux (mis en place dernièrement pour compléter le traitement des MES notamment).

Un réseau de piézomètre permet de surveiller les incidences du fonctionnement du site sur les eaux souterraines. A noter qu'un puits situé dans un hameau voisin a dû être condamné au vu de la qualité des eaux dans cet ouvrage.

Une interprétation de l'État des milieux ayant fait l'objet d'une tierce-expertise a recommandé la réalisation d'une étude hydrogéologique soumise à l'avis d'un hydrogéologue expert, pour s'assurer de l'absence de vulnérabilité des nappes profondes et des captages voisins vis à vis de l'activité d'Aprochim. Aprochim est en cours de prise en compte des recommandations des réponses de l'expert hydrogéologue.

Au niveau des VLE applicables, ce ne sont pas forcément les VLE actuelles imposées à l'établissement qui seront conservées à compter d'août 2022 (prise en compte des fourchettes hautes MTD).

4.5 Émissions atmosphériques

L'exploitant s'est positionné par rapport au MTD en ce qui concerne la fréquence de surveillance des émissions atmosphériques et les niveaux d'émissions canalisées dans l'air.

La société Aprochim dispose de deux points de rejets d'effluents gazeux bénéficiant chacun d'analyse spécifique :

- Cheminée principale : analyses réalisées par un laboratoire agréé (SOCOTEC) sur les paramètres suivants :

o PCDD/PCDF, PCBi et PCBdl aux fréquences suivantes :

- Analyse en semi-continu réalisée toutes les 4 semaines (13 mesures par an) ;
- Analyse ponctuelle réalisée tous les mois.

o Poussières, tétrachloroéthylène, trichlorobenzène : 2 fois par an.

- Exutoire de sortie déchloréuse : PCDD/PCDF, PCBi et PCBdl 2 fois par an.

En matière de concentrations, l'exploitant précise les résultats de campagne de mesure suivants :

Période de mesure	Mai 2017		Novembre 2017		Moyenne 2017	
Equipement	Cheminée	Déchloréuse	Cheminée	Déchloréuse	Cheminée	Déchloréuse
Poussières	< 0,080		< 0,080		0,08	
Tétrachloroéthylène	< 0,0003		< 0,0003		0,0003	
Trichlorobenzène	< 0,0026		< 0,0026		0,0026	
PCDD/PCDF (ng OMS-TEQ/m ₀)		0,00063		0,00063		0,00063
PCB Indicateurs (µg/m ₀)		0,2482		0,2482		0,2482
PCB dl (ng OMS-TEQ/m ₀)		0,00217		0,00217		0,00217
Période de mesure	Juin 2018		Novembre 2018		Moyenne 2018	
Equipement	Cheminée	Déchloréuse	Cheminée	Déchloréuse	Cheminée	Déchloréuse
Poussières	< 0,11		< 0,21		0,16	
Tétrachloroéthylène	< 0,0001		< 0,0001		0,00025	
Trichlorobenzène	< 0,0007		< 0,0007		0,0022	
PCDD/PCDF (ng OMS-TEQ/m ₀)		0,00047		0,00024		0,000247
PCB Indicateurs (µg/m ₀)		0,0298		0,0054		0,0176
PCB dl (ng OMS-TEQ/m ₀)		0,000825		0,000326		0,0005755

4.5.1 Application des meilleures techniques disponibles

L'exploitant indique respecter les MTD relatives aux émissions atmosphériques de PCB.

Ces MTD sont reprises intégralement dans l'arrêté ministériel traduisant le BREF WT:

	Technique	Description
a	Revêtement des zones	Application d'un revêtement en résine sur le sol en béton de

	de stockage et de traitement	l'ensemble de la zone de stockage et de traitement.
b	Réglementation d'accès du personnel pour éviter la dispersion des polluants	Verrouillage des points d'accès aux zones de stockage et de traitement, détention obligatoire d'une qualification spéciale pour accéder à la zone de stockage et de manipulation des équipements contaminés, création de vestiaires séparés («propre» et «sale») pour enfiler et enlever les tenues de protection individuelles.
c	Optimisation des dispositifs de nettoyage et de drainage	Nettoyage des surfaces externes des équipements contaminés à l'aide d'un détergent anionique, vidange des équipements au moyen d'une pompe ou pompe à vide et non par gravité, le système d'extraction de la pompe à vide est relié à un système de réduction des émissions, définition et application de procédures pour le remplissage, la vidange et (dé)connexion du réservoir sous vide et observation d'une période de drainage de 12 heures minimum après séparation du cœur du transformateur électrique de son boîtier.
d	Réduction et surveillance des émissions dans l'air	Récupération et traitement de l'air de la zone de décontamination au moyen de filtres à charbon actif, raccordement du système d'extraction à un système de réduction des émissions avant rejet dans le cas de l'utilisation d'une pompe à vide pour la vidange des équipements et surveillance des retombées atmosphériques de PCB.
e	Élimination des résidus du traitement des déchets	Destruction des PCB contenus dans les huiles et envoi des parties poreuses (bois et papier) contaminées du transformateur électrique dans un incinérateur haute température.
f	Valorisation des solvants en cas de lavage par solvant	Les solvants organiques sont récupérés et distillés en vue de leur réutilisation dans le procédé.
g	Surveillance des PCB dans l'environnement proche	L'exploitant surveille périodiquement les PCB dans l'environnement dans un rayon de 3 000 m autour de l'installation.

Analyse de l'inspection des installations classées

Les rejets atmosphériques constituent un enjeu essentiel sur l'aspect impact chronique de l'installation en raison des impacts possibles sur les activités agricoles voisines.

Le dossier de réexamen IED n'a pas mis en évidence de nouvelles pistes d'amélioration en ce qui concerne ce principal enjeu de l'établissement : à savoir les émissions atmosphériques de l'établissement (en particulier via ses émissions diffuses).

A noter que le BREF impose par exemple une surveillance a minima trimestrielle des émissions atmosphériques en matière de PCB, alors que l'exploitant procède déjà à une surveillance en continu de ses émissions auquel s'ajoute la surveillance réalisée dans l'environnement de l'établissement.

Par contre, le BREF n'impose pas de valeurs limites de rejets atmosphériques concernant les PCB et se contente de lister un certain nombre de MTD à mettre en œuvre pour limiter les émissions de PCB.

Aprochim indique dans son dossier respecter l'intégralité des MTD proposées. Cependant certains points n'étaient pas détaillés dans le dossier et ont fait l'objet de demandes de précisions auprès de l'industriel :

L'inspection des installations classées a en particulier interrogé l'exploitant sur la mise en œuvre

des MTD suivantes :

- **MTD 51 – Revêtement en résine :**

La MTD préconise, en termes de revêtement du sol des zones de stockage et de traitement, l'application d'un revêtement en résine sur le sol en béton de l'ensemble de la zone de stockage et de traitement.

Dans le cas d'Aprochim, un tel revêtement a été mis en place au niveau des sas d'accès. Aprochim a également choisi d'aménager la zone de démontage située dans le hall 3 à l'aide de caillebotis permettant un nettoyage plus aisé de la zone et rendant le sol moins glissant. En ce qui concerne l'application d'une résine sur l'ensemble des zones de stockage et traitement du site, Aprochim a fait réaliser un 1^{er} devis dont le montant s'élève à environ 200 k€. Aprochim annonce étudier la possibilité de réaliser ces travaux en commençant par les zones présentant le risque le plus important de contamination. La proposition d'Aprochim est de réaliser ces travaux sur une échelle de temps de 6 ans au regard de l'investissement nécessaire à leur mise en œuvre.

Le délai de mise en conformité de 6 ans est considéré comme acceptable par l'inspection des installations classées.

- **MTD – Qualification du personnel :**

La MTD préconise que les zones de stockage et de manipulation des équipements contaminés ne soient accessibles qu'à des personnes disposant d'une qualification spéciale.

L'exploitant a précisé :

Dans le cas d'Aprochim, l'ensemble du site est soumis à des restrictions d'accès : seul le personnel muni d'un badge dispose d'un accès au site. Ces badges sont nominatifs, tracés et disposent de créneaux horaires spécifique en fonction des nécessités du poste occupé. Les personnes extérieures au site sont gérées par le personnel du site et accompagnées lors de leur intervention. Afin d'être en mesure de répondre aux nombreuses contraintes de notre activité, Aprochim a fait le choix de développer la polyvalence au sein de nos équipes et nos salariés sont formés pour intervenir sur plusieurs postes. Cependant, pour certaines zones stratégiques de mettre en place des cadenas afin que seule une partie des salariés, en fonction de leur poste de travail ou de leur responsabilité, notamment pour les chefs d'équipe puissent avoir accès à la zone. Ainsi la déchloreuse n'est accessible que par l'agent déchloreuse et le responsable d'exploitation qui disposent des clés du cadenas. L'agent déchloreuse a été formé spécifiquement sur les risques sodium.

Ces éléments nous semblent répondre aux objectifs fixés par la MTD.

L'inspection des installations classées considère que les mesures mises en place par l'exploitant correspondent à la MTD.

- **Nettoyage des surfaces externes :**

La MTD préconise que le lavage externe des équipements contaminés soit réalisé avec un détergent anionique.

Les nettoyages sur site s'effectuent principalement à l'aide du produit Veryclean principalement composé d'agent anionique. A ce titre, la MTD du BREF WT relative au nettoyage des surfaces externes est bien mise en œuvre sur Aprochim (les eaux de lavage étant considérées comme des déchets).

- **EFS – Couleur des cuves :**

La MTD (du BREF sur les émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac) préconise que la couleur du réservoir soit associée à une réflectivité du rayonnement thermique ou lumineux d'au moins 70%.

Les cuves du site, notamment celles soumises au rayonnement lumineux (cuves A-B-C-E et F)

sont de couleur gris clair proposant ainsi une réflectivité importante (selon les données collectées, les valeurs de réflectivité de l'aluminium poli se situe entre 65 et 75 %).

A ce titre, la MTD du BREF EFS relative à la couleur des cuves est bien mise en œuvre sur Aprochim.

Autres éléments soulignés par l'inspections des installations classées

A noter que l'exploitant a réduit sensiblement ses émissions atmosphériques de PCB. Sur la période de 2014 à 2018, la baisse des émissions annuelles est supérieure à 80 % sur tous les paramètres les plus représentatifs :

APROCHIM (0063.01051) EMISSIONS TOTALES (KG)

	Dioxines et furanes (PCDD + PCDF) (exprimés en iTeq)	PCB-DL : somme des 12 PCB-DL (Somme de PCB77+PCB81+PCB105+PCB114+P CB118+PCB123+PCB126+PCB156+ PCB157+PCB167+PCB169+PCB189)	PCBi : somme des 7 PCB indicateurs (PCB 28+PCB 52+PCB 101+PCB 118+PCB 138+PCB 153+PCB 180)	Biphényles polychlorés (PCB)
Evolution 2014-2018	-87%	-87%	-89%	-96%

4.6 Gestion des déchets

La société APROCHIM indique mettre en œuvre des procédures spécifiques en ce qui concerne :

- l'acceptation préalable des déchets,
- la réception, tri et regroupement des déchets entrants sur site (contrôle BSD...),
- le suivi et l'inventaire des déchets,
- la gestion des déchets sortants du site,
- la séparation des déchets sur site.

La capacité de stockage des déchets sur site est définie dans l'arrêté préfectoral de l'installation et l'exploitant indique en assurer un contrôle régulier.

Analyse de l'inspection

En matière d'inventaires des stocks de déchets, les 1ères actions de contrôle post Lubrizol ont démontré que les états des stocks étaient perfectibles (notamment pour en disposer à distance), ce sur quoi l'exploitant s'est engagé même si cette information n'est pas reprise dans le dossier de réexamen.

4.7 Conformité MTD issues des autres BREF

L'exploitant a justifié dans son dossier de réexamen du respect ou de la non applicabilité des MTD des autres BREF listés au paragraphe 3.2.

Analyse de l'inspection :

Le dossier conclut parfois un peu rapidement à non applicabilité de certaines dispositions :

- par exemple EFS MTD « La MTD consiste à mettre en place un équipement de traitement des vapeurs pour le stockage des substances volatiles toxiques, très toxiques ou CMR. »

Le dossier indique : « Les réservoirs en place sur le site ne sont pas susceptibles de stockage des substances volatiles toxiques, très toxiques ou CMR. »

Or les réservoirs de stockage d'huiles contaminées au PCB sont susceptibles d'être à l'origine d'émissions de PCB dans l'environnement. Mais l'exploitant a bien prévu que les événements de

l'ensemble des cuves contenant des PCB soient traités par charbon actif avant rejet dans l'environnement. Le site sera donc bien conforme à cette disposition.
Idem pour les dispositions visant à limiter les émissions en phase de chargement/déchargement des véhicules.

5 RAPPORT DE BASE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

L'article L. 515-30 du Code de l'Environnement prévoit que « *l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31* ».

Par ailleurs, le 3^{ème} alinéa du paragraphe I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement définit deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes,

et

- un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Compte tenu des activités exercées et des substances mises en œuvre sur le site, l'exploitant a transmis un rapport de base.

5.1 Complétude

L'article R. 515-59 du code de l'environnement précise que le rapport de base contient « *les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.*

Il comprend au minimum :

a) *Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;*

b) *Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges » mentionnés à l'article 3 du règlement CLP.*

Le rapport de base réalisé par la société HPC Envirotec en septembre 2019 comporte la majorité des éléments prévus sur la forme

5.2 Analyse du bureau d'études ayant réalisé le rapport de base

Une contamination du milieu environnant de l'usine a été mise en évidence en 2011. Depuis, des mesures de limitation de l'activité, de surveillance environnementale et des valeurs limites de rejets atmosphériques ont été imposées par arrêtés préfectoraux, ainsi que la réalisation d'une étude d'Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM). L'ensemble du site d'Aprochim présente une contamination de fond en PCB dans les sols.

La réalisation d'une nouvelle campagne d'investigations, réalisée dans le cadre de l'établissement du rapport de base, a permis d'obtenir une évaluation représentative de l'état des sols et des eaux souterraines au moment des investigations en juin 2019.

Dans le cadre de l'élaboration du rapport des bases des investigations sol, gaz du sol et eaux souterraines ont été réalisés :

Sol :

➤ 20 sondages sols à 1 m de profondeur ; 8 équipés en piézairs pour le prélèvement des échantillons du gaz du sol.

o Les sondages ont été réalisés avec un maillage régulier dans l'emprise de l'installation et à l'extérieur proche de la limite Est du site,

o Aucun constat organoleptique n'a été établi lors de la campagne d'investigations,

o Un total de 82 échantillons a été analysé pour les 7 PCB indicateurs.

Les résultats analytiques font apparaître un pool d'échantillons entre 0 et 2 mg/kg pour les PCB_i, seul le sondage S10 est caractérisé par des valeurs plus élevées (max. 15,6 mg/kg), étant à noter que cette zone est actuellement une zone enherbée sans activité spécifique.

Si on compare les résultats analytiques de 2010 avec ceux de 2019, il est à constater que le bruit de fond de pollution des sols est passé de 5 mg/kg à 2 mg/kg. On constate également une très forte diminution des pics de pollution. Valeur maximale en 2019 < 16 mg/kg par rapport à 500 mg/kg en 2010.

Gaz du sol :

➤ Toutes les valeurs analytiques mesurées dans les gaz du sol ont été inférieures au seuil de Quantification (0,1 µg/échantillon).

Eaux souterraines :

➤ 6 prélèvements des eaux souterraines.

○ 3 puits et 3 piézomètres ont été sélectionnés pour déterminer la qualité des eaux souterraines dans l'emprise du site et dans son environnement. Les ouvrages ont été sélectionnés selon leur positionnement hydraulique par rapport au site.

- Piézomètre ME2 (Amont éloigné)
- Piézomètre Pz1BRE (Amont)
- Piézomètre Pz3APR (Aval proche)
- Piézomètre PzF2 (Aval latérale)
- Le puits ROY1 (Aval proche)
- Le puits BEAUD1 (Aval éloigné)

Les Dioxines / Furanes, les PCB Dioxin-like et les PCB Non Dioxin-like ont été recherchés dans les 6 échantillons d'eaux souterraines. Les résultats montrent de faibles concentrations pour toutes les substances recherchées dans tous les ouvrages à l'exception du puits ROY1 qui a été interdit à l'usage par arrêté préfectoral en octobre 2016.

Pour résumer, tous les ouvrages analysés, à l'exception du puits ROY1, présentent des concentrations qui peuvent être considérées comme bruit de fond. Les concentrations dans le puits ROY1 ont cependant très significativement diminuées entre 2014 et 2019.

Les investigations ont mis en évidence l'existence de traces de PCB dans les sols et dans les eaux souterraines. Seulement deux points de prélèvement ont montrés des concentrations supérieures au bruit de fond. Le sondage S10 pour les sols et le puits ROY1 pour les eaux souterraines.

L'impact des installations d'Aprochim sur la qualité des sols et les eaux souterraines dans l'emprise du site en son aval proche est donc très limité selon HPC envirotec.

Analyse de l'inspection des installations classées

Aprochim doit répondre aux préconisations de l'expert hydrogéologue ayant examiné l'étude hydrogéologique du site visant à garantir l'absence de risque de contamination des nappes profondes et de vulnérabilité des captages d'eau les plus proches du site.

En parallèle, l'inspection des installations classées a relevé un certain nombre de lacunes au niveau des investigations diligentées dans le cadre du rapport de base (en particulier absence d'investigations au droit des cuves de carburant ou au niveau des unités de production). L'exploitant s'est ainsi engagé dans un courrier rappelé en annexe à fournir un rapport complémentaire au 1^{er} semestre 2021 pour répondre aux interrogations soulevées.

6 SUITES ADMINISTRATIVES

En application des articles R. 515-73 II du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose de prendre un arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires.

- A compter du 17 août 2022, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent à l'établissement **sans préjudice des prescriptions actuellement applicables au site**. En particulier sont applicables les prescriptions des annexes suivantes de l'arrêté ministériel précité : (VIII annexe 3.4).

- concernant la MTD 51 concernant la mise en place de résine, il est proposé d'accorder le délai de mise en conformité sollicité par l'exploitant (6 ans), sachant que l'investissement apparaît conséquent et que certaines parties de l'installation sont déjà équipées de ce type de dispositif. Par ailleurs, l'exploitant procède à des nettoyages réguliers par auto-laveuse des parties de l'installation réputées sensibles qui empêche l'accumulation de polluants sur le sol.

- l'objectif est également d'acter de la date de remise des compléments attendus concernant le rapport de base ainsi que les investigations rendues nécessaires par l'avis de l'hydrogéologue agréé.

